

2001), ce qui équivaut à 23,5 % des sommes prévues. Compte tenu de l'importance de l'effort envisagé, l'administration américaine a sollicité une aide internationale auprès du G-8, afin d'élaborer un plan d'ensemble de traitement des surplus de plutonium. Comme dans le cas de la transformation de l'HEU, la participation du secteur privé est envisagée (Wolfsthal *et al.*, 2001 : 66; Baker et Cutler, 2000 : 28).

Anticipant des problèmes d'accès à l'information dans le cadre de cette opération, les États-Unis et la Russie ont entamé des négociations dans le but de mettre au point de nouvelles méthodes pour comptabiliser le processus de désarmement dans la CEI, ainsi que pour vérifier le traitement des matériaux fissiles tout en protégeant certains secrets concernant la construction des explosifs nucléaires. Ces pourparlers, qui se poursuivent de concert avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sont connus sous le nom d'*Initiative trilatérale*. Après trois ans de travail (de septembre 1996 à septembre 1999), le ministre russe de l'Énergie atomique et le Secrétaire américain de l'énergie ont annoncé avoir fait des progrès en vue d'établir un nouveau protocole de vérification du plutonium. Le protocole en question permettrait aux inspecteurs du Département de l'énergie (DOE) d'obtenir des données essentielles pour mesurer les risques de prolifération, sans compromettre les informations que les Russes ne veulent pas divulguer (Wolfsthal *et al.*, 2001 : 62). Toutefois, comme dans le cas des autres négociations visant la transparence, l'Initiative trilatérale a été affectée par de nombreuses réserves russes dans le domaine³⁰.

Parallèlement à l'élimination des armes stratégiques et des matériaux fissiles, le gouvernement des États-Unis s'est donné comme objectif d'améliorer la sécurité dans les installations nucléaires russes. À ce niveau, la priorité est d'éviter les détournements de pièces et de matériaux nucléaires. C'est pourquoi l'accent est mis sur la protection des installations. Après trois ans d'efforts dispersés, le gouvernement américain réunit en 1996, une série de projets dans le cadre de ce que l'on va appeler l'Initiative de protection, de contrôle et de comptabilité de matériel nucléaire (MPC&A)³¹. Financé par le Département de

30. Comme nous l'avons déjà mentionné, la question de l'accès à l'information a toujours été au centre des préoccupations des Américains: Des négociations sur la transparence ont commencé en 1994, quand les présidents Clinton et Eltsine ont accepté de chercher la « transparence et l'irréversibilité » dans les programmes de lutte contre la prolifération. En mai 1995, les États-Unis et la Russie se sont entendus pour conclure une série d'accords (Safeguards, Transparency and Irreversibility, STI), mais les négociations ont échoué. C'est dans ce contexte que les États-Unis et la Russie, en collaboration avec l'AIEA, ont signé la *Trilateral Initiative*, visant l'établissement d'instruments de vérification et l'irréversibilité du processus de désarmement. En 1998, tous les programmes de vérification ont été interrompus par le gouvernement russe. Pour l'instant, les États-Unis ne possèdent pas d'instruments généraux de vérification (*The Arms Control Reporter*, 2001: 612.A.7).

31. Lancé en 1993, sous le nom de *Government-to-Government Program*, ce programme faisait partie du CTR, était financé par le DOD et mis en pratique par le DOE. Parallèlement, le DOE a entamé un autre programme: